

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

Quel que soit le mode de scrutin les élections ne changeront rien !

Nous avons parlé récemment, à cette place même, de la fameuse Déclaration des Droits qui constitue la préface de la constitution actuellement en discussion au Parlement. Nous émettions l'opinion que les articles de cette constitution n'amèneraient rien de nouveau pour le peuple, qui doit voir dans celle-ci la machine de guerre de ses exploiters déployant tout leur talent pour l'arrêter dans sa marche vers son émancipation.

Ces illustres personnages en sont aujourd'hui au texte devant définir quel sera le mode de scrutin : la proportionnelle ou le scrutin d'arrondissement.

Nous n'attachons pas autrement d'importance à des discussions parlementaires, desquelles il est prouvé que rien ne peut sortir. Mais si nous nous permettons de nous y attarder quelque peu, ce n'est que pour mieux mettre en évidence le danger qu'il y aurait à les prendre au sérieux.

A l'heure où paraîtront ces lignes, peut-être les hôtes du Palais-Bourbon auront-ils délibéré sur cette loi électorale au sujet de laquelle ils paraissent, aujourd'hui « divisés ».

(Soyons tranquilles pour eux, ils n'en viendront pas aux mains !)

Nous n'avons de préférence ni pour l'un ni pour l'autre des deux systèmes proposés (scrutin d'arrondissement, représentation proportionnelle), mais nous enregistrons, néanmoins, une coïncidence qui illustre le bien-fondé de notre attitude négative : le P.R.L., survivance du fascisme français tel qu'il se présentait avant guerre (P.S.F.), épouse sur cette question le même point de vue que le parti communiste. Tout laisse penser que ces deux partis, qui constituent, en apparence, les deux « extrêmes » du Parlement, ont grand intérêt à employer la même méthode, puisque l'un et l'autre réclament la proportionnelle. Le parti socialiste se faisait, autrefois, le champion de ce système de représentation ; aujourd'hui qu'il pourrait en être victime, sa position semble varier.

Quant au M.R.P., parti « jeune et efficace », il adopte, comme les autres, la thèse qui le servira le plus. Le parti radical, usé par un demi-siècle de vie parlementaire et gouvernementale, ne sait plus trop à quel saint se vouer, mais sa position, à lui aussi, sera dictée par ses intérêts de parti.

Tout ce beau monde parle de soumettre la question à l'électeur par voie de referendum. Nous ne prétendons pas, à l'heure où nous mettons sous presse, connaître à l'avance la « solution » qui lui sera donnée. Et, d'ailleurs, cela ne nous intéresse pas. Le fait saillant, dans toute cette histoire, c'est que l'intérêt du parti et, par voie de conséquence, du candidat (député éventuel), passe avant celui du peuple. Rien que de plus naturel. Le pouvoir — l'exercice du pouvoir — n'a pas d'autre résultat sur les hommes. Et toute la déference qu'affichent les élus pour l'électeur n'est que la manifestation de l'hypocrisie inhérente à leur fonction. Puissent les travailleurs, les victimes du régime de crime et de vol qui ne tient que grâce à la cuirasse d'acier de l'Etat (dont le parlementarisme n'est qu'un des instruments) ne pas être dupes d'entreprises qui, tout en prétendant se mettre au service des libertés populaires, ne visent, au contraire, qu'à canaliser ou à éviter l'action revendicative des masses opprimées dans la discipline, en l'enfermant dans des réglementations imposées par les dirigeants au nom d'une « paix sociale » qui n'est pas autre chose qu'une lutte sans merci, une

guerre de classe que le régime porte en son flanc.

Au printemps de 1871, les hommes de la Commune de Paris ne s'étaient pas donné la peine de demander aux dirigeants de ce pays de leur soumettre un referendum pour définir un mode de scrutin ou ratifier une constitution.

Par l'action directe révolutionnaire, ils jetaient par-dessus bord les premiers matériaux de la Troisième République qui, voyant le jour sur les ruines de l'Empire, n'osait même pas admettre qu'elle devait en être la négation.

Nous gardons pour ces pionniers de l'émancipation du peuple toute l'admiration et la reconnaissance due à ceux qui, sachant discerner les méthodes frauduleuses et criminelles des dictatures, des parlements — du capitalisme en général — de celles qui conduisent les travailleurs, les victimes du régime actuel, vers leur libération économique et sociale, savent utiliser les moyens d'organiser les choses sans le recours au Pouvoir d'Etat. Car ceux-là connaissent les capables d'un dévouement à la cause vois qui mènent à la liberté et sont allant jusqu'au sacrifice de leur vie.

C'est à eux qu'il faut songer en ces jours de grand déploiement d'artifices politiques. L'avenir du peuple est entre ses mains et dépend de sa volonté d'agir directement sur l'économie par la grève générale expropriatrice. Quant aux élections, elles ne changeront rien. Et une fois qu'elles seront passées, tout sera encore à faire.

« LE LIBERTAIRE ».

OU EST LE SCANDALE ?

Un concert de lamentations, savamment orchestré, occupe les colonnes de certains journaux au sujet des scandales du ravitaillement. C'est à qui en dénoncera les plus gros, afin de mieux attirer les mouches, en l'occurrence l'électeur, car, bien entendu, il ne s'agit pas des journaux représentant les partis au pouvoir (ceux-ci, pour un peu, trouveraient que tout va bien), mais de ceux qui, à la dernière foire électorale, ont été blackboulés ; ces derniers, et pour cause ! oublient de dire à leurs lecteurs qu'arrivés à leur tour au pouvoir ils se trouveraient aussi incapables que les autres. Alors, à coup de grosse caisse, on essaie de s'attirer la clientèle.

Des scandales, certes, il y en a, et de fameux, mais les politiciens sont plutôt mal placés pour les dénoncer (n'est-ce pas l'« Aurore », l'« Epoque », etc. ?), car ces scandales sont l'aboutissement logique du système capitaliste que vous prônez.

Alors que les vignerons algériens ne savent plus que faire de leurs vins..., on nous alloue royalement 2 litres par mois ; alors que les enfants sont sous-alimentés, par centaines de mille les œufs pourrissent dans les entrepôts du ravitaillement ! Il est inutile de continuer la liste : elle serait, hélas ! trop longue.

Examinons plutôt les causes...

A qui peut-on faire croire, qu'en vin, qu'en blé, qu'en viande, la France est incapable de se subvenir dans une très large mesure ? Aux gogos... peut-être, mais certes pas aux spécialistes de la question. Connaissant cette première donnée, par voie

SUITE PAGE 2.

Pour comprendre la Ruhr

Le titre est significatif et le sujet si vaste que nous allons le disséquer sans vaine littérature, en de sèches énumérations. C'est la politique qui complique volontairement le problème et pour bien comprendre la situation il faut en faire une complète abstraction, car la question est d'ordre purement économique et tout devient lumineux lorsqu'elle est débarrassée du fatras sciemment obscur des politiciens de tout acabit.

VERITABLE IMPORTANCE DE LA RUHR

Sa production avant-guerre s'élevait à 140 millions de tonnes de charbon, 16 millions d'acier, 12 de fonte et 11 de laminés. Si cette région est très riche en charbon, par contre le minerai de fer est rare : la province voisine, la Rhénanie ne pouvait lui en fournir qu'un quart de ses besoins, le reste était importé des Pays-Bas, France, Espagne, Amérique, Afrique du Nord et Autriche. Enfin sans le charbon de la Ruhr, c'est l'impossibilité totale de la reconstruction de l'Europe et la durée prolongée du marasme économique actuel par la paralysie de l'industrie européenne. L'Angleterre étant dans l'impossibilité actuelle d'être le fournisseur exclusif.

LES DIFFERENTES THESES

Angleterre : désire internationaliser les ressources de la Ruhr — et non le pays lui-même — dans un but constructif et pour la reconstruction des villes allemandes et de l'Europe Occidentale sous le contrôle et selon une « planification » économique placée sous l'autorité internationale des grands pays alliés. La Ruhr reste allemande.

SUITE PAGE 3.

UNE DE PLUS

Le 1^{er} mai doit s'ouvrir à Paris la Conférence de la Paix ; d'ores et déjà sa prétention à résoudre les problèmes mondiaux est contestée par un des principaux intéressés : l'U. R. S. S. On comprend qu'après le coup de clairon de Churchill l'U. R. S. S. soit très sceptique sur l'avenir de ces assemblées dont elle veut bien tirer tout le bénéfice, mais ne tient pas à en avaliser les échecs ni les responsabilités. En fait, depuis bientôt un an aucun des problèmes qui périodiquement mettent les peuples en transes n'a été ni abordé franchement ni réglé. L'inconciliable entre l'expansionnisme anglo-saxon, maître du monde économique, et l'infiltration toujours plus grande de l'influence soviétique dans les masses ouvrières s'affronte. Pour les détenteurs de la puissance réelle, il s'agit de stopper à temps l'influence idéologique avant que la concurrence économique soviétique ne vienne ajouter à son prestige un atout de plus.

Kalineine, dans un discours récent, avait rappelé la position socialiste de l'U. R. S. S. entourée de puissances capitalistes, d'où la nécessité pour les prolétaires du monde entier de se tenir prêts à défendre la patrie des travailleurs, on conçoit dans ces conditions que les divers partis communistes recherchent à gagner les directions gouvernementales, afin d'y imposer les vues diplomatiques favorables à Moscou.

Staline déclare qu'il faut renforcer l'économie nationale en assurant la puissance militaire et l'inaccessibilité des frontières de l'U. R. S. S. Dans tous leurs discours électoraux, les chefs les plus connus du parti ont déclaré que l'U. R. S. S. devait se garder et être prête à toute éventualité ! Or ces appels renouvelés de ceux de 1939-39, où l'Allemagne et le Japon étaient les ennemis directs de l'U. R. S. S., sont singulièrement éducatifs après l'écrasement des deux grandes puissances fascistes. Aucun doute qu'un nouvel ennemi est né dans le monde et ce ne sont pas les discours des ministres et hommes d'Etat qui n'ont jamais su que mentir aux peuples, affirmant que seuls des réactionnaires envisagent d'un cœur léger un conflit armé entre les U. S. A. et l'U. R. S. S., qui nous feront changer d'idée là-dessus, nous ne sommes pas des réactionnaires, mais nous connaissons les moyens dont disposent les dirigeants lorsque la conquête des débouchés économiques leur pose la question autrement qu'autour des conférences académiques. Lorsque Staline déclare « que la guerre de 1939-45 était le résultat inévitable du développement économique et politique sur la base du capitalisme monopoliste moderne... », nous sommes tout à fait d'accord avec lui, et encore lorsqu'il déclare que le partage périodique des richesses mondiales entre les peuples est impossible à réaliser dans les conditions capitalistes actuelles de développement de l'économie mondiale.

C'est donc précis : ou le capitalisme anglo-saxon stoppera par tous les moyens les conquêtes et les appétits toujours plus grands du camarade de

SUITE PAGE 3.

LES COLONIES au secours des 200 familles

Les forts « porteurs d'actions », c'est-à-dire les fameuses 200 familles, toujours bien renseignés, ont revendu en temps utile les titres qu'ils possédaient dans les industries menacées de nationalisation. Un aspect de ce mécanisme fut étudié dans notre journal — avant les nationalisations — au sujet de la Banque de France. Les décisions gouvernementales ont donc eu pour effet de créer, sur le plan économique, une masse formidable de capitaux disponibles et momentanément imprudents et, sur le plan politique, de desserrer provisoirement l'étreinte de nos financiers sur la politique de l'Etat.

Voici donc, trop brièvement exposé, les « 200 familles » délogées de bonnes situations lucratives, embarrassées de sommes considérables et « fondantes » et expulsées en partie des positions stratégiques importantes qu'elles occupaient près du gouvernement.

Nous assistons cependant depuis les réalisations et les projets de nationalisation à un phénomène singulier sur lequel toutes les presses, tant d'information, de politique que d'économie et de finance se gardent bien d'attirer l'attention. Tout comme de vulgaires « minorités ethniques », un transfert considérable de sièges sociaux de sociétés coloniales s'établit. De la métropole ils s'établissent dans les colonies françaises : de la « Compagnie

SUITE PAGE 3.

C. N. T. M. L. E. A. I. T.
LA FEDERATION LOCALE DE PARIS ET LE COMITE
REGIONAL DE LA XI^e REGION EN FRANCE
ORGANISENT UN

GRAND MEETING D'AFFIRMATION LIBERTAIRE

Qui aura lieu le 14 avril 1946 à 9 heures du matin
dans la Grande Salle du Théâtre de la Mutualité
Le Mouvement Libertaire Espagnol marquera avec
exactitude et netteté sa position devant le problème
de l'Espagne

Prendront la parole :

PEDRO CIUTAT

de la F. L. de Paris

FRANCISCO ISGLEAS

Délégué de l'Afrique du Nord

FEDERICA MONTSENY

de la Section de Propagande du Comité National

GERMINAL ESGLEAS

Secrétaire du Comité National

Allocation de A. LORIOT,

de la Fédération Anarchiste de Langue Française

Le Meeting sera présidé par le camarade

JOSE BLANCO,

Secrétaire du Comité Régional de la XI^e Région

Le mouvement Libertaire Espagnol invite tous les
antifascistes en général

CONTRE FRANCO ET LE FACISME INTERNATIONAL

Aux hasards du Chemin

LES ENRICHIS DU MARCHÉ NOIR SONT EN TRAIN DE PAYER

« Hodenc-en-Bray ». La clique vichyssoise, chassée par la résistance, a repris sa place et ses combines qui l'avaient enrichie sous l'occupation nazie.

L'Etat, régime pourri, avait promis de récupérer les biens mal acquis, mais il s'est bien gardé de toucher à ses successeurs de la race des seigneurs. Comme au temps du maquis, l'homme libre a décidé de faire payer ces profiteurs.

Pendant des années, viande, beurre, œufs, grains, pommes de terre et eau-de-vie passèrent aux occupants.

Depuis la prétendue libération (car en pays de production le lampiste se serre toujours la ceinture), la marchandise continue à disparaître comme par enchantement.

Cependant que les portefeuilles de tous ces profiteurs qui sont les maîtres s'enflent démesurément. Plusieurs lettres ont prévenu quelques-uns de ces requins du marché noir. Certaines menaces sont réalisées. Dans la nuit du 25 au 26 de ce mois, une bombe éclate chez Hanocque ; malheureusement les voisins ont également eu des

dégâts. Quand le maire a eu une vache de disparue, il s'est bien gardé de porter plainte. Peu après, un fût d'eau-de-vie s'envolait de sa cave (elle ne sera toujours pas rendue à 700 francs la bouteille, comme pendant l'occupation).

Les affameurs sont nombreux qui ont des comptes à rendre plus sérieux que ceux du sieur Hanocque.

L'un, entre autres, est parti le 10 mai 40 abandonnant ses fonctions avec deux camions remplis de ravitaillement, dont il serait en peine de prouver l'origine. Il est rentré le 20 juillet avec un camion de linge qu'il a vendu au marché noir ! Cet homme est, à l'heure actuelle, toujours en notoriété, protégé par son mur d'argent. Il serait trop long d'énumérer tous les coupables qui ont fait crever les travailleurs de faim.

Puisque la justice n'existe pas en cette société d'exploitation, faudrait-il que le peuple se fâche ? Contre tous les profiteurs et notre régime d'iniquité sociale, responsable de cet état de choses, à quand le grand coup de balai ?

Brrr...

Les stars du grand parti des masses et du parti du marais blumiste, tout en se faisant des crocs-en-jambe, dansaient le swing du scalp cependant que les plumitifs de l'obédience avançaient hardiment que nous vivions une époque historique, et les électeurs enthousiasmés de bisser frénétiquement.

Braves électeurs, la « victoire » était douce à leur cœur ingénu et leur engouement porté au paroxysme.

Enfin, c'était la fin du cauchemar, et quel cauchemar ! Le marché noir allait disparaître et ses trafiquants mis à l'ombre ou hissés aux réverbères, le ravitaillement réorganisé, les salaires réadaptés au coût de la vie et celui-ci diminué. Enfin, la liberté allait reprendre son règne bienheureux, approximatif et lunatique. Tout allait être pour le mieux, dans le meilleur des mondes. Hélas ! l'euphorie a pris fin, nos politiciens ouvrent leur parapluie et les partis font appel, à la veille des élections, à leurs meilleurs illusionnistes qui, paraît-il, ne désespèrent pas de la situation. Peut-être même leur cri de guerre est-il : « On les aura ! »

Réminiscences jacobines

Pourtant, il est un domaine où nos politiciens ont fait merveille, c'est celui du leurre et de l'illusion ou, autrement dit, le domaine constitutionnel. Ce que c'est tout de même d'être spécialiste !

La Constitution de 1875, sous le manteau de la trilogie républicaine, avait évidemment pour but de légitimer et légaliser l'exploitation bourgeoise et d'en assurer la sauvegarde en délimitant prudemment les droits consentis. Vous pensez bien que l'esprit nouveau se manifestant, nos politiciens ne pouvaient moins faire que de déchirer solennellement ladite Constitution et de mettre non moins solennellement une autre en chantier.

Ce fut du labeur, mais aujourd'hui on commence à y voir clair, et comment ! Peut-être pensez-vous que les politiciens nacos et socialos ont fait des étincelles. Hum ! Voyons cela.

Obstensiblement déchirées, la plupart des dispositions de l'ancienne Déclaration des Droits de l'Homme ont été glissées subrepticement dans la nouvelle. Ainsi, le droit de propriété est naturellement réaffirmé avec vigueur, ce qui entraîne pour conséquence une délimitation des droits politiques en un sens favorable à son maintien et à son développement. Rien que cela situe et caractérise la nouvelle charte du régime.

Pour du neuf, c'est du vrai, du réel. Quelque chose comme un travail de peintres. Du badigeonnage ou du camouflage, comme vous voudrez.

Tours de passe-passe

Mais ce n'est pas tout. Nos lecteurs se réjouiront d'apprendre que leur domicile est inviolable, les argousins ne pourront y pénétrer que munis d'un ordre écrit, tout comme dans le passé. Le secret de la correspondance est proclamé, à moins que l'on ne fasse passer par le cabinet noir ce qui s'est toujours fait sous la

Du neuf et du raisonnable

Bien sûr, on n'allait pas faire la révolution. Qui a prétendu cela ? Et puis la révolution, pour nombre de politiciens, n'est-elle pas réalisée ? Demandez plutôt à ces anciens prolétaires qui se vautrent dans de somptueuses voitures.

Aussi, faut-il se montrer compréhensif, que diable !

C'est comme la nouvelle définition de nos libertés. C'est ça qui est drôlement envoyé. Qui n'est pas de la vulgaire petite bière. Ainsi, dans l'ancienne Déclaration des Droits, elle était particulièrement limitative, précautionneuse au point d'en être soupçonneuse. Elle vous reconnaissait un tas de libertés : de penser, d'agir, d'écrire, de publier, etc... mais sous la condition de ne pas mettre en danger l'ordre établi.

C'était lumineusement clair. Ça vous signifiait que vous en usiez modérément, à moins que ce fût pour applaudir les tenants du régime. Nos députés ont estimé que c'était là un état de chose scandaleux, et d'innover hardiment. Ainsi à l'avenir, nos libertés ne seront plus limitées, sinon... par les abus de cette liberté et les conditions d'exercice définies par la loi.

N'est-ce pas que la nouvelle rédaction est infiniment préférable à l'ancienne ? C'est notre avis. Quel fougueux novateur que nos politiciens.

Beaucoup de bruit

pour rien...

Depuis quinze jours l'affaire Petiot défraie la chronique judiciaire, il y a pourtant d'autres problèmes plus sérieux à traiter dans le cadre social... Et puis, quoi, une soixantaine de victimes, Petiot n'est qu'un margoulin en matière criminelle, auprès de la poignée de monstres internationaux qui ont à leur actif 50.000.000 de victimes. Au fait, à quand leur jugement ?

Exhibitionnisme

et charlatanisme

Notre Maurice National s'en est allé l'autre dimanche visiter les forçats de la mine de l'Escarpelle. Joffu et ventru comme quelqu'un pour qui le rationnement est une belle fontaine, le chef coiffé d'une casquette de prolétaire, il a obtenu son habituel succès.

Une casquette ! Quelle simplicité et combien révélatrice de ses profonds sentiments prolétaires. Aussi, quand il a troqué sa veste de ministre pour celle de mineur, ceux-ci, touchés jusqu'aux larmes, lui ont fait une vibrante ovation, cependant que les photographes de service fixaient sur leur pellicule ce spectacle jamais encore vu : Maurice Thorez habillé en mineur !

Si l'on en croit le plumitif du service publicité chargé de le faire mousser, Maurice alla jusqu'à soulever une foule de questions techniques et en disserta avec compétence avec d'autres mineurs, ou plutôt des anciens, devenus honoraires, depuis le jour lointain où ils abandonnèrent le pic pour une permanence. Vrai, devant la révélation de cette compétence, qui oserait encore prétendre que la carrière de mineur de notre Maurice se limitait, dans sa prime jeunesse, à quelques mois passés comme groom et garçon d'ascenseur dans les bureaux d'une Compagnie houillère ?

Voilà qui va peiner les nombreux admirateurs du grand Maurice ; eux, qui avaient mordu dans la légende entretenue soigneusement par la propagande du parti naco. Mais oui ! ça fait si bien et ça vous donne un de ces genres, et ça sonne.

Vous voyez ça : le mineur Maurice Thorez !

Frontière fermée ?

Le boucher du peuple espagnol doit bien rire, alors que l'on fait croire au prolétariat français que l'on a fermé la frontière franco-espagnole... par tactique électorale, les pommes de terre françaises s'en vont « tra les montes » par Saint-Jean-de-Luz. Se moquera-t-on encore longtemps du peuple ?... Tant va la cruche à l'eau qu'elle se casse...

Où est le scandale ?

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

de conséquence, l'on est amené à constater qu'ayant production, alors que la distribution des produits ne se fait pas normalement, il y a pagaie, il y a surtout famine organisée.

Les raisons sont simples. C'est de 1936 qu'il faut remonter ; à ce moment, l'action révolutionnaire des masses contrainait le capitalisme à céder quelques avantages aux producteurs ; mais il eût été stupide de ne pas prévoir qu'il mettrait tout en œuvre pour reprendre ce qui lui fut arraché ; aussi le capitalisme, grâce à la guerre issue de son sein, put réaliser son dessein. C'est ainsi, qu'aujourd'hui, le standard de vie de l'ouvrier est extrêmement bas, comparé à l'époque d'avant guerre. Le capitalisme a donc gagné la 2^e manche. Seulement, pour maintenir cette revanche du patronat, il faut habituer le peuple à vivre chichement. Sous prétexte de sécheresse ou d'inondation, on conduit le travailleur à l'accoutumance du niveau de vie actuel ; si la distribution des denrées se faisait normalement, le consommateur passerait devant des boutiques regorgeant de marchandises, que son porte-monnaie lui interdirait d'acheter ; ceci pourrait créer de l'agitation, des grèves dangereuses pour le patronat, et compromettrait l'accumulation de plus-value dont la classe dirigeante a besoin pour liquider la dernière guerre et préparer la prochaine.

Aussi est-il préférable d'organiser la pénurie. Mais où est le scandale ? Dans le ravitaillement uniquement ? Certes non. Le scandale, c'est tout le régime, pourri de haut en bas ; c'est le capitalisme et son système de profit. Le véritable mal réside dans le fait qu'une minorité d'oisifs, donc d'êtres nuisibles, vivent au détriment de la masse des producteurs, et ce n'est pas l'étatisme qui y changera quelque chose.

L'anarchisme, en supprimant le profit et la mainmise de quelques individus sur la production, est seul capable de donner aux travailleurs le maximum de bien-être et de confort auquel il a droit.

AUTOUR DU CONGRÈS SOCIALISTE

QUAND LES MAGICIENS TIENNENT CONSEIL

A la veille des élections, le parti socialiste vient de tenir un congrès extraordinaire consacré à cette si intéressante question qui, depuis des temps, constitue sa préoccupation exclusive. Il s'agissait de définir la plus efficace tactique et le meilleur miroir à alouettes propres à fasciner le mieux les électeurs.

La représentation semblait importante, sans revêtir l'étendue des délégations du P.C., où parfois elles comprennent la moitié et plus des organismes représentés, ce qui donne aux congrès de ce dernier leur caractère de congrès-meeting.

On a dit que le parti socialiste avait fort mal subi les épreuves de ces dernières années, que ses éléments s'étaient modifiés du fait de nouvelles sources de recrutement et que dans ses sections se développaient un patriotisme assez échevelé. Il ne semble pas, tout au moins dans ses cadres, que le mal soit très grand, mais les interventions des délégués dénotent l'existence d'un esprit particulièrement conformiste. De toute évidence nous sommes loin du parti d'avant guerre qui pourtant... Nous sommes loin de ce P. S. dont les traditions de démocratie, de libre discussion et de verbalisme vaguement révolutionnaire séduisaient les révolutionnaires désabusés ou fatigués qui trouvaient en lui un refuge leur donnant quelque peu l'illusion de se survivre.

Son caractère de parti des classes moyennes s'est fortement accentué et les dernières élections en ont d'ailleurs fait l'héritier présomptif du parti radical dont les troupes se sont fatiguées des sempiternelles facéties.

La conséquence logique était donc de descendre la grosse lanterne du marxisme accrochée à son fronton et d'afficher ouvertement les nouvelles billeversées caressées secrètement par les politiciens du parti. Léon Blum avait bien compris les exigences de l'évolution en cours, aussi avait-il récemment proposé de parer la S.F.I.O. d'un vague humanisme correspondant mieux aux tendances psychologiques de ses nouveaux membres que la phraseologie de la lutte des classes, désormais déplacée. Le fait d'avoir été battu par les fédérations des départements du Nord dont les adhérents représentent plus de la moitié des effectifs du parti, ne prouve rien sinon que les héritiers de l'état d'esprit guesdiste restent religieusement cramponnés au marxisme à la manière des tri-

bus de la brousse africaine à leurs sorciers et à leurs gris-gris, et on sait ce qu'il advint de Jules Guesde.

Le marxisme traverse d'ailleurs une crise particulièrement grave et, du fait de l'évolution des communistes, la débâcle paraît se faire de plus en plus certaine.

Si l'orgueilleux et diffamateur prophète revenait, il serait assez peu satisfait de ses débauchés admirateurs dont les uns ont torturé les textes pour légitimer leurs piroquettes et les autres font montre d'une idolâtrie rendue illégitime par leur connaissance incertaine de ses rudiments même essentiels.

Il n'apparaît guère qu'il nous soit donné de savourer beaucoup de ces heureux moments d'avant guerre où nombre d'idolâtres affichaient comiquement leur suffisance, toisaient dédaigneusement l'anarchisme et cachaient l'indigence de leur pensée par quelques sophismes clichés prêtés ingénument à Marx ou à ses épigones.

L'enterrement du marxisme ne se fait pas sans fleurs, comme il se doit, ni sans hommages. On proclame qu'il est un excellent moyen d'interprétation des sciences économiques. Quant à la doctrine politique de Marx, personne ne semble s'en souvenir !

Le numéro le plus important du congrès a été évidemment le discours à la fois programme et plaidoirie de l'excellent camarade président Gouin. Partie plaidoirie cela donne ceci : tout va très bien, nous avons fait le maximum ; partie programme : économies, production et les clichés déjà usagés : entente, arbitrage international, sécurité collective, O.N.U., etc... A coup sûr, de quoi encourir les accusations de plagiat des radicaux, du M.R.P. et même d'une grosse partie de la droite.

Si le gouvernement a fait le maximum il faut bien reconnaître qu'il consistait de peu. Nous savons bien l'argument invoqué du freinage du M.R.P., mais nous n'avons pas oublié l'insistance de la S.F.I.O. pour le tripartisme gouvernemental et, puisque les députés socialistes et communistes constituent la majorité absolue, la solution était facile. Si vraiment ces deux partis avaient voulu pratiquer une politique hardie de rénovation, celle dont ils nous rebattent les oreilles depuis des lus-

tres, rien ne pouvait les empêcher. C'est qu'ils n'ont pas voulu, disons le mot : ils se sont dégonflés et pour masquer leur dérobade ils ont inventé le tripartisme.

Voilà pourquoi l'action gouvernementale a été du poincarisme pur. On a bloqué les salaires mais les prix ont continué à monter. D'où cette conséquence éminemment anti-ouvrière : dépréciation du pouvoir d'achat des salaires, misère généralisée, cependant que les bourgeois peuvent s'alimenter normalement au marché noir. Augmentation des impôts, du pinard, du paquet de gris des prolétaires et des troisième classes, augmentation frappant directement les masses populaires cependant que les augmentations visant la bourgeoisie et les classes moyennes manquent leur but, parce que l'expérience a prouvé que celles-ci les récupèrent en s'en déchargeant sur les travailleurs. Voilà une partie du sombre tableau et ce ne sont pas les nationalisations de trusts battant de l'aile qui en atténuent la gravité, d'autant plus qu'elles apparaissent plutôt comme un panneau tendu à la naïveté des électeurs.

Quant aux économies, les quelque milliards récupérés sont par trop dérisoires relativement aux 360 milliards du déficit avoué et l'on chuchote que le budget des dépenses atteindrait mille milliards, ce qui aggrave encore le trou à combler. On a démobilité quelques milliers de soldats mais l'armée reste pléthorique en notre temps de bombes atomiques et Gouin a légitimé l'existence d'une forte armée pour garantir l'indépendance du pays. C'est l'éternel boniment des gouvernants bourgeois. Dans le domaine civil, c'est le même gâchis, le même gaspillage, le même pillage, la même pagaie, la corruption à tous les étages. Tout comme au bon vieux temps des gouvernements bourgeois que l'on voue si ardemment aux gémonies. En vérité, où est la différence ? Nous n'en voyons pas.

Et l'on voudrait que les prolétaires augmentent la production ! Que le ventre vide ils redoublent d'efforts ! Quelle aberration de politiciens affolés devant leurs responsabilités ou quel invraisemblable cynisme !

Et comme ils ont raison les prolétaires de faire fi des boniments des marchands d'orviétan. Quelle maturité politique est la leur, révélatrice d'une nette conscience de classe ! Ils se refusent à tout effort ex-

ceptionnel aux bénéfices réservés. Il faut voir dans les usines comment ils se gaussent des pauvres bougres qui, par calcul ou par bêtise, se font les auxiliaires de la politique gouvernementale, parfois même avec quelle cruelle ironie les délégués sont baffoués.

Et quoi ! devraient-ils donc se sacrifier encore pour reconstituer les éléments du festin destinés à la gloutonnerie de leurs exploitateurs et de leurs complices de la Sociale alors qu'ils ne seront, évidemment, appelés qu'à en ramasser les miettes ?

Faudrait-il qu'ils oublient les leçons du passé et surtout celles combien suggestives du présent ?

Eternels sacrifiés faudrait-il que l'histoire se renouvelle toujours selon le même décevant et désespérant processus, au grand contentement de ceux qui, selon les époques, en plus de leur état d'exploiteurs et de jouisseurs impudents, se sont révélés des affameurs, des matraqueurs ou des fusillards.

Que l'on ne vienne pas surtout nous dire que les temps sont changés. Que par la vertu du suffrage universel et du parlementarisme, l'action bonifiante des magiciens politiques va augmenter leur part sociale.

On sait ce que vaut l'aune des réformes sociales dont le fardeau retombe finalement sur les prolétaires et se traduit, à part les courtes périodes de développement technique et de grande production, par une diminution du pouvoir d'achat de leurs salaires, par une aggravation générale de leur condition d'existence.

En vérité, c'est bien cela que l'on veut ! Aussi nous autres, anarchistes, nous crions aux prolétaires : continuez, vous avez raison !

« LE LIBERTAIRE » EST HEBDOMADAIRE

Le meilleur moyen de le soutenir est de souscrire ou de s'y abonner.

Le meilleur moyen de le faire connaître est de le faire circuler.

PROBLÈMES



ESSENTIELS

QU'EST-CE QUE LE FÉDÉRALISME ?

Les conceptions anarchistes de la société ne peuvent s'accommoder du maintien de l'Etat, aussi socialistes que puissent se dire ses détenteurs. Une révolution qui après avoir supprimé le patronat dans sa forme privée instituerait le capitalisme d'Etat (l'Etat patron) ne serait pas une révolution au sens profond du mot. Révolution signifie, pour nous, suppression de toutes les formes de l'exploitation et de la contrainte.

Des marxistes de bonne foi ne nous suivent pas dans notre raisonnement, alors qu'une importante partie de l'opinion croit que nous sommes antistatistes à la manière sentimentale, simplement parce que, amants naïfs de la liberté, nous en serions encore à professer un romantisme périmé, purement négatif ou contemplatif.

Cependant, le fédéralisme libertaire, loin d'être une utopie, est au contraire une conception sociétale parfaitement équilibrée, qui puise ses éléments à même la vie et non dans des « systèmes » ressortissant plus de la métaphysique ou de la fantaisie que de l'analyse des faits.

Le communisme véritable suppose une répartition et une distribution équitables des produits consommables entre tous les membres de la communauté, en même temps qu'une contribution de ceux-ci à la production (au travail) qui tienne compte des intérêts de tous, comme des considérations d'ordre individuel d'âge, de santé, d'aptitude et de goûts. Mais ce communisme ne peut exister que pour et par la liberté.

Le formidable développement de l'Etat russe est une illustration marginale de l'impossibilité de parvenir à l'égalité économique et à la liberté en main ~~en~~ nt un appareil centralisateur comme l'Etat, qui ne

peut se passer d'une multitude de fonctionnaires de tous grades se constituant rapidement en classes privilégiées. Les pionniers de la révolution russe étaient, à n'en pas douter, animés des meilleures intentions; mais le marxisme dont ils étaient imprégnés contient une erreur fondamentale — qu'il fallait voir en temps utile et qui leur a échappé — lorsqu'il prévoit la dissolution progressive et pacifique de l'Etat.

Le résultat naturel de ce faux départ de la révolution d'octobre (en Ukraine, où elle voulut être fédérale, elle fut écrasée par Trotsky) a été une étatisation outrancière de la Russie se traduisant par un mépris complet de la liberté individuelle, une renaissance des inégalités économiques (donc de la lutte de classes) et un abaissement du niveau moral allant jusqu'à faire peu de cas de la vie humaine.

Le communisme sans la liberté, affirmons-nous, ce n'est pas le communisme : C'est la dictature. Ce n'est que par l'application des méthodes pleinement fédéralistes que l'on peut instaurer un communisme de liberté : le COMMUNISME LIBERTAIRE, que nous pourrions appeler, par extension, le FEDERALISME LIBERTAIRE.

Pour que celui-ci soit une réalité, il faut qu'à la notion de COMMANDEMENT soit substituée celle de la compétence et de la libre association. Le grand défaut de l'Etat, c'est que ses agents sont nécessairement recrutés en dehors des activités dans lesquelles ils sont, de par leur fonction, appelés à jouer un rôle, cela, à tous les échelons de la hiérarchie des emplois. La direction, l'administration des affaires publiques est confiée, par lui, à des personnes choisies en considération de leurs opinions, s'il s'agit de parlements élus, ou bien de leurs att-

ches politiques et de leurs relations personnelles si c'est de simples « nominations » qu'il est question. (Démocratie ou dictature n'aboutissent pas à des résultats tellement différents !...)

Il est donc normal que ces personnes, dont l'accès à certaines fonctions n'est nullement déterminé par la compétence, édictent des lois, des règlements qui ne répondent en rien aux nécessités et deviennent, fatalement, tyranniques. Si nous ajoutons à cela le penchant naturel de l'homme à vouloir se maintenir à tout prix sur des positions acquises lorsque celles-ci lui donnent des avantages, nous conclurons aisément qu'il est inévitable que l'Etat soit dictatorial. D'un côté : incompétence ; de l'autre : aspiration à la domination, tels sont les deux facteurs essentiels du commandement. Avec de telles bases organisationnelles, la liberté est aussi impossible que l'égalité.

Le communisme libertaire, qui supprime le patronat, supprime en même temps l'Etat. Mais s'il peut détruire ce dernier sans risquer des réminiscences, c'est qu'il organise — en dehors de lui — tout un mécanisme qui le rend parfaitement inutile.

Le mécanisme est, avant tout, fédéraliste en ce qu'il décentralise le plus possible l'administration pour que les organisations populaires de base (les communes, les coopératives de consommation, de production, les associations d'usagers, etc.) conservent leur autonomie, leur DIRECTION EFFECTIVE, assurent elles-mêmes leur propre orientation générale. Au sein de ces associations — auxquelles nul n'est tenu d'appartenir — la liberté d'expression et la libre discussion sont de rigueur. Les corporants des organismes de liaison — comités intercommunaux, régionaux, interrégionaux de consommateurs, de producteurs ou d'usagers — qui coordonneront les activités à tous les échelons ne seront que des agents d'exécution des volontés exprimées par les organisations qui les auront désignés ; ils seront révocables à tout moment.

Dans l'exécution de leur tâche, ils seront naturellement amenés à donner des avis, voire même des directives, mais tout cela basé sur la compétence, étant entendu que c'est chaque branche d'activité qui désigne elle-même ses délégués. Ceux qui émettront ces avis ou donneront ces directives ayant été désignés par les organisations sollicitant cette compétence pour la satisfaction des besoins de leurs membres, il en découlera que les intérêts de la communauté seront sauvegardés sans que la liberté individuelle soit mise en péril. Exemple : un malade demande de lui-même à voir le médecin. Pourquoi ? Parce qu'il sait que c'est lui — le médecin — le plus qualifié pour porter remède à ses maux. Ce médecin lui donne des ordonnances et lui conseille un régime. Viendra-t-il à l'idée de lui que ce soit de dire que ce médecin fait, à l'endroit de son malade, acte d'autorité dans le sens du commandement ? Non ! Car c'est le malade lui-même qui a sollicité, du praticien, ses conseils, ses directives, qui lui étaient nécessaires pour sa propre guérison. Ce malade s'en est remis à la compétence. Et en cela il a raisonné rationnellement.

Le véritable fédéralisme, celui du communisme libertaire, ne peut partir que de ce principe pour assurer l'ABONDANCE DANS LA LIBERTE. Mais quand nous disons nous en remettre à la compétence — à la valeur technique — nous n'entendons pas donner, à celui qui la détient, (le technicien), un privilège quelconque ; car alors nous ferions de la technocratie, nouvelle forme de dictature. Le travailleur manuel de la catégorie la moins qualifiée a le même droit à la vie que le meilleur des intellectuels, bien que ses goûts soient différents. Ni théocratie, ni aristocratie, ni autocratie, ni ploutocratie, ni technocratie ! Le fédéralisme libertaire, c'est la forme organisationnelle qui réalise la coordination nécessaire des efforts, sans créer de privilèges, sans porter atteinte à la liberté ni à la dignité. Ce fédéralisme, c'est le nôtre.

Pour comprendre la Rhur

SUIITE DE LA 1^{re} PAGE

Amérique : ses puissants industriels — qui font la loi — veulent, sur le plan exclusivement économique, la création d'un régime mixte, semi-privé, semi-public, avec la participation des Etats alliés au prorata des pertes subies du fait de la guerre de l'Europe Occidentale et des municipalités de la Rhur, avec confiscation des biens des magnats de l'industrie allemande. La Rhur continue de faire partie de l'Allemagne.

France : veut l'internationalisation, tant politique qu'économique, la production houillère poussée au maximum, la production industrielle limitée à sa plus stricte nécessité. La Rhur ne fait plus partie du Reich.

U.R.S.S. : voudrait internationaliser la production, avec le contrôle des pays alliés et la réduire à sa plus simple expression. La Rhur reste allemande.

A la Conférence de Potsdam les Anglais réduisaient la production de l'acier à 11 millions de tonnes, l'U.S.A. à 8 et l'U.R.S.S. à 3 millions. Le Conseil de Contrôle Allié à Berlin estimant la capacité de production à 7 millions et demi de tonnes, soit 31 % de la production de 1938, propose d'autoriser cette production en Allemagne entière à 5 millions 800.000 tonnes, soit 29 % de la production d'avant-guerre.

Une mention particulière doit être accordée à la thèse anglaise qui justifie de sa demande élevée : même en augmentant sa production agricole, l'Allemagne doit importer des produits agricoles et des engrais. Il lui faut donc « fixer » la production industrielle suffisamment élevée pour :

a) assurer les besoins intérieurs ;

b) exporter des produits industriels afin que les devises étrangères servent au paiement des produits agricoles en provenance de l'étranger.

REPONSE AUX THESES

Anglais : se servir de la sidérurgie et de l'industrie de la Rhur pour la reconstruction de l'Angleterre en tant que nation occidentale de l'Europe semble logique, mais en exclure l'Est Européen — U.R.S.S. et ses satellites — le semble moins. Cette anomalie est expliquée par la volonté d'exportation des produits sidérurgiques et industriels anglais ainsi libérés en grande partie de la demande intérieure. La vente de cette production rapportera à l'Etat les devises dont il a tant besoin et, sur le plan personnel, ouvrira de nouveaux débouchés — ou en raffermira d'anciens — aux firmes britanniques en satisfaisant les clients extérieurs dans une période critique. L'éviction de l'U.R.S.S. dans le cycle des pays que la Rhur doit aider à reconstruire procède de la même idée. La Russie relevant ses ruines elle-même et avec l'aide d'ex-enemis moins bien outillés en retarde la concurrence. Enfin le bout de l'oreille des financiers de la Cité apparaît avec leur suggestion de cessions des titres des entreprises de la Rhur à un organisme international dont la composition est la sienne dans l'ombre mais où très certainement l'élément privé dominerait, d'où bénéfices providentiels et en rapport avec le tonnage autorisé à la Rhur.

Amérique : tout d'abord, rappellons que trois milliards de marks ont été investis par les capitalistes yankees dans l'industrie allemande en 1925-28 « pour la moderniser » : a) cette participation a rapporté de fructueux bénéfices aux Américains

pendant la guerre ; b) il ne faut pas que ces industries allemandes à capital américain ou mixte souffrent d'une réduction trop massive de leur production, les bénéfices suivant la courbe ; c) récupération assurée du capital investi s'il est désiré. La création d'un régime mixte équivalait à la création d'une « Société Commerciale Internationale de la Rhur », source de revenus privés. L'U.R.S.S. en serait strictement exclue d'où causes d'irritation et germe de guerre. En refusant le démembrement de l'Allemagne, Wall Street sauve ses intérêts dans ce pays car l'enchevêtrement inouï et l'interpénétration inextricable de l'industrie sont tels que la Rhur détachée de l'Allemagne en signifie la faillite.

France : en demandant l'internationalisation de la Rhur, ruine les intérêts américains et anglais comme nous venons de le voir. Par contre donne une plus value à ses participations qu'elle possède dans l'industrie houillère de la Rhur. A l'effort, Mars la « Société Frédéric Henric », fondée très peu avant 1914 par le « Crédit Industriel et Commercial » possède en effet « la plus belle mine de l'Allemagne ». Appartient maintenant au groupe français de Wendel, famille franco-allemande, dont l'un des membres fut député français et un autre député allemand. Tant qu'à la crante du réarmement, le seul refus de fournir le minerai, l'écarte irrémédiablement.

U.R.S.S. : en demandant que la production allemande de l'acier ne dépasse pas le chiffre modeste de 3 millions de tonnes sur les 11 millions de sa capacité actuelle, ce pays « réalise une bonne affaire » suivant les accords de Potsdam les usines excédentaires doivent être démontées et transférées ailleurs : l'excédent de capacité étant de 8 millions de tonnes, un quart revient aux Soviétiques qui, possesseurs de matières premières immenses ont un urgent besoin d'outillage et d'installations industrielles pour les mettre en valeur. Tant qu'à l'avenir du prolétariat allemand qui serait ainsi réduit au chômage, les Soviétiques n'en ont cure et si la misère pousse l'ouvrier allemand aux extrêmes désespérées, le soldat Rouge aidé du soldat allié le fusillera sous l'appellation de « manuscrit ».

CONCLUSION

Internationaliser la Rhur ? Nous avons vu que seul l'ouvrier allemand en ferait les frais sanglants, les exploiters allemands se retirant de la bagarre comme toujours, et imités ou précédés en cela par tous les exploiters du monde. C'est de plus vouer le peuple allemand à l'anéantissement par la famine par suite de l'impossibilité d'importer les céréales et autres produits agricoles. Garder le « statu quo » ? C'est faire passer l'exploitation du prolétariat allemand d'un patronat national à un patronat anglo-saxon et risquer la guerre avec l'U.R.S.S. par suite de l'éviction de ce pays du festin providentiel. De toutes ces propositions formulées aucune n'est, ou acceptable, ou désirable ou même réalisable. La seule issue possible, pour l'Allemand comme pour le Français, l'Américain, le Russe, etc., c'est l'internationalisation de l'Allemagne, de la France, de l'Amérique, de la Russie, de tous les pays du monde enfin par l'abolition des frontières arbitraires et moyenageuses, et le renversement du Capitalisme, qu'il soit privé, étatique ou soviétisé. Sinon c'est la guerre et SOUS PEU...

Les Colonies au secours des 200 familles

SUIITE DE LA 1^{re} PAGE

Française du Haut et du Bas Congo » qui installe ses bureaux en A.E.F. au « Ciment de l'Indochine » qui va éblouir les Indochinois de sa puissance sociale, ce ne sont que démenagements des bureaux et tribulations désolantes de dossiers vagabonds et autres classeurs globe-trotters !... Madagascar, Océanie, Tonkin sont l'objet de sollicitations pressantes et acceptées. C'est que les assurances de nos Napoléons de la politique sont formelles : il ne peut être question d'envisager la nationalisation des industries ou commerces de nos colonies et nos capitalistes s'empressent de mettre l'océan entre leurs propriétés et l'insatiable Gargantua métropolitain.

UNE DE PLUS

SUIITE DE LA 1^{re} PAGE

guerre Staline, et ce sera la Révolution mondiale et l'édification du socialisme qui seront retardées d'autant ; ou alors la poussée stalinienne continuera avec succès et la famine, la remise en marche de la production, la vie de populations entières seront la réponse sournoise mais efficace des oncles Sam et John Bull.

A nouveau le prolétariat est placé devant un problème qui peut paraître difficile à résoudre. Les prolétaires américains qui rentrent chez eux et se trouvent face à face avec leurs milliardaires rapaces, luttant au corps à corps pour l'amélioration des conditions de vie, sont-ils prêts à nouveau à venir combattre le bolchevisme européen pour garantir les coffres-forts, les barils de pétrole de ceux pour qui la guerre n'est qu'un dividende différé ? Les prolétaires russes (car il y en a encore) croient-ils que la Patrie russe qui leur a demandé 20 ou 25 millions de héros, sans que le sort des survivants connaisse d'autre avantage immédiat que celui d'un plan quinquennal encore plus poussé que les précédents pour une production de guerre toujours plus massive, doive pour se protéger envisager froidement un nouvel égoïsme ?

Appuyées ainsi, moralement, politiquement et... financièrement par l'Etat, nos 200 familles vont réaliser, sous le couvert ronflant de patriotisme et d'amélioration des races inférieures, des bénéfices fabuleux et l'âge d'or va rutiler plus éblouissant que jamais avenue du Bois-de-Boulogne, grâce aux participations nouvelles dans l'extraction ou la production des matières premières, la construction et l'exploitation des réseaux : ferroviaire, routier, maritime, fluvial et aérien.

Enfin, chose non négligeable, il s'en faut, la dévalorisation a créé trois sortes de francs : le franc métropolitain, auquel se rattachent l'Afrique du Nord, les Antilles et la Guyane ; le franc dit C.F.A., utilisé dans le reste de l'Afrique, à Madagascar, à la Réunion et à St-Pierre-et-Miquelon et qui vaut 1 fr. 70, et enfin le franc appelé C.F.P., valable pour les comptoirs du Pacifique et qui n'a pas été dévalué du tout, valant par conséquent 2 fr. 40. Il est certain que la société « Le Nickel », par exemple, réalisera plus de bénéfice par le franc océanien que par sa production même et la « Marseille de Madagascar » aura un apport appréciable par la plus-value de 70 % du franc africain.

L'« Union Française », prévue et ordonnée par les dirigeants français, prévoit l'autonomie politique de chaque Etat colonial. Or qui possède le pouvoir économique possède le pouvoir politique, et le capital va revivre au bord de la tombe sa jeunesse passée en France. Sous le manteau complaisant de la démocratisation, voix délibérative sera accordée à chaque Etat colonial au sein de l'Union Française, ce qui créera forcément par l'ensemble de ces voix une pression victorieuse sur la politique française. Par suite de la puissance occulte de nos intéressantes familles sur les gouvernements coloniaux, elles vont donc rapidement et inévitablement reprendre en mains le pouvoir qui leur avait accidentellement échappé.

Chronique des Livres

PIERRE LAVROFF

L'auteur des « Lettres Historiques » est né le 14 juin 1823 dans la province de Psikov d'une famille très aisée, d'un père officier du tsar et d'une mère d'origine suédoise.

Dès son enfance il préférait la lecture aux jeux habituels des enfants de son âge.

A 21 ans il débute comme professeur de mathématiques, mais ce n'est qu'à sa trentième année (1853) que Lavroff, comme ses contemporains, éprouve le besoin de faire connaître ses idées au public. Il adhère au parti révolutionnaire « Terre et Liberté », mais bientôt il fut arrêté pour l'attentat de Karakozov en 1866 et, quoique non coupable, fut déporté en Sibirie jusqu'en 1870.

Il s'évada et ce fut pour lui, comme pour tant d'autres, la vie d'exil avec toutes ses turpitudes.

On le vit par la suite en Belgique, en Angleterre, en Suisse et en France.

Dès qu'il fut à Paris il s'affilia à l'Association internationale des Travailleurs ou il fut présenté par Eugène Varlin.

Le 18 mars 1871 il proposa ses services à la Commune pour réorganiser les écoles. Puis, ce sont les démarches qu'il fit chez les socialistes belges et anglais pour que ceux-ci soutiennent les communistes de Paris. Mais malheureusement la débâcle arriva que nous connaissons tous et pendant laquelle Lavroff réussit à se sauver en Suisse.

A partir de 1873 il publia à Zurich la revue socialiste « En Avant ». En 1874 on le retrouve en An-

gleterre où il continue pendant deux ans à faire paraître sa revue.

Il revient alors à Paris qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort ; ajoutons toutefois qu'il fut expulsé une seconde fois la France pour avoir fondé à Paris une association ayant pour but de venir en aide aux déportés politiques russes.

Certes la vie de Lavroff fut beaucoup moins mouvementée que celle de Bakounine et de Kropotkine, mais nous sommes sûrs que les camarades liront avec plaisir le seul ouvrage publié en français par ce précurseur du socialisme.

Les Lettres Historiques de Lavroff ont été traduites en russe par Marie Goldsmith et sont en vente à la Librairie Sociale du « Libertaire ».

NOTE DE LA REDACTION.

— Tous les collaborateurs sont informés que les articles doivent parvenir au plus tard le mardi, 18 heures, au 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

N. B. — Bien que l'anonymat soit pratiqué dans les colonnes du « Libertaire », ne sont publiés que les articles dont les manuscrits nous parviennent signés. L'anonymat ne devant pas constituer un moyen de se dérober aux responsabilités.



LE SYNDICALISME



L'AGONIE DE L'INDÉPENDANCE QU'AVONS-NOUS A ATTENDRE DU CONGRÈS CONFÉDÉRAL ?

Les néo-guesdistes et politiciens s'approprient à célébrer la revanche du Congrès d'Amiens. Revanche éclatante, succès aussi complet qu'il leur a été permis de l'espérer. En quarante ans, le renversement de la situation aura été tel qu'on se prend à se demander s'il s'agit bien de la même classe ouvrière, du même mouvement syndical.

Il y a un demi-siècle, le parlementarisme était gravement discrédité. Une suite ininterrompue de scandales politico-financiers, l'ignoble farce du millarisme qui avait mis à nu l'insolable corruption du socialisme politique, la désaffection des masses pour les formations politico-démocratiques consécutives à l'impuissance et à l'incohérence des politiciens qui avait causé la ruine de la Commune ; tout concordait à détourner l'élite agissante de la classe ouvrière de l'action purement politique et parlementaire. Une puissante vague révolutionnaire soulevait le prolétariat. L'aube du siècle, en même temps qu'elle assistait à une déchéance morale de la bourgeoisie qui semblait irrémédiable, apparaissait comme la promesse d'un renouveau. Tous les hommes attendaient un changement.

Les bombes et les revolvers de nos glorieux aînés ont donné le signal, et on ne croit pas trop interpréter l'histoire en disant qu'après l'acte héroïque de Vaillant assurant son trop peu efficace projection dans la mare aux grenouilles où clabaudaient les pourris de Panama, il n'y avait plus place en France pour le socialisme parlementaire et politicien. La puissante renaissance du mouvement révolutionnaire français allait s'exprimer hors des cadres verrouillés, putréfiés et dépassés de la démocratie, d'abord avec la Fédération des Bourses du Travail de Pelloutier, ensuite avec l'organisation fédéraliste de la C.G.T. La Charte d'Amiens de 1906 a concrétisé ce renouveau de l'esprit révolutionnaire en France. Elle a signifié la rupture entre le prolétariat et l'aile prétendue révolutionnaire de la bourgeoisie.

Pour se pénétrer de la réalité de cette rupture, il a suffi d'observer le comportement de celui qu'un copain a récemment appelé le Basile du socialisme : Jules Guesde. Jamais homme politique n'a assisté comme Guesde en 1906 à l'effondrement de tous ses rêves de domination. Après 1906 l'homme est fini : c'est Jaurès qui mène, et Guesde ne sera plus que la pauvre loque de l'union sacrée de 1914.

La bourgeoisie française a adressé au monde le message de 1789 : notre classe ouvrière organisée, celui de 1906. Mais — n'est-il pas troublant de constater que c'est le néo-guesdiste Jacques Duclos qui l'a dit au cours du débat sur les droits de l'homme à la Constituante ? La France est aujourd'hui bien abaissée : elle n'a plus de message ou proclamer son universalisme révolutionnaire. Mais alors, si la revanche du Congrès d'Amiens doit être totale aux prochaines assemblées de la C.G.T. et si les néo-guesdistes — les communistes, pour les désigner de leur nom moderne — se disposent à effacer le fait d'Amiens et à faire du mouvement syndical l'appendice docile de leur parti et l'exécuteur de sa gymnastique politico-parlementaire, n'attendent-ils pas le droit de leur rétorquer que leur victoire n'aura été possible que grâce à l'abaissement du niveau moral et de l'esprit révolutionnaire des travailleurs corrélatif à la ruine du pays et au scepticisme ou au menage de s'abîmer ? Et aussi — mais que voilà une constatation décourageante quand on connaît la monstrueuse vanité de ces messieurs ! — que le marxisme est une forme de mouvement ouvrier adéquate aux petits pays et aux nations moralement et matériellement ruinées et abaissées...

Dans une fort intéressante et fort objective résolution, les camarades Lucot et Robert dressent une critique de l'action syndicale depuis la « libération » et des causes de l'état présent du mouvement. Leur programme cède encore trop, à notre gré, à la fantasmagorie politico-économique à la mode, avec ses nationalisations, son acceptation de la démocratie comme forme d'expression indé-

cutable et, pour tout dire, tabou. Non, camarades Lucot et Robert, le rôle du syndicalisme, s'il connaît le renouveau révolutionnaire que nous attendons tous, n'est pas de nationaliser et bureaucratiser l'économie, remplaçant un truet par un autre ; il n'est pas non plus de raviver une démocratie pourrie depuis un demi-siècle et plus et justement condamnée. L'œuvre révolutionnaire du syndicalisme n'a pas été accomplie, parce que les syndicalistes n'ont pas su résister aux séductions dangereuses qui ne pouvaient que les tenter dans notre pays si riche et si bourgeois, parce qu'ils n'ont pas su REFUSER DE PARVENIR (1). Nous considérons toutefois votre programme comme une plate-forme possible et acceptable dans l'état actuel du pays et du mouvement syndical, où nous sommes encore bien loin d'un vrai renouveau révolutionnaire. Votre manière de voir nous rappelle un peu trop le réformisme de Keufer — et de Jouhaux sans doute. Il ne devrait être considéré que comme une étape sur la route de la renaissance révolutionnaire où nous nous engageons si fermement il y a quarante ans à la suite de Pelloutier, Griffuelhes, Yvetot, Monatte. Elle doit nous conduire non aux nationalisations, mais à l'expropriation de la bourgeoisie et à la ruine de son Etat, par la grève générale, préparant la gestion de l'économie par les syndicats librement fédérés.

Non à la démocratie éternellement vaseuse, bavarde et cynique, mais au fédéralisme des communes.

(1) Un parvenu typique du syndicalisme, cette encombrante mouche du coche de Louis Sallat — celui qui s'est montré des notabilistes en grève — craint Lucot et Robert d'inconscients (Peuple du 30 mars). Insulter est plus facile que discuter. Le sire ne croit pas que « l'atellier remplacera le gouvernement ». Mais, au fait, à quel point peut-on bien croire ce politicien arrivé ?

Nos réunions

FEDERATION ANARCHISTE PARISIENNE
GROUPE PARIS OUEST
Grande réunion publique et contradictoire sur le sujet suivant

Le cléricisme est toujours l'ennemi, par ses orateurs de la F. A. qui se tiendra le mercredi 17 avril 1946, Salle Tretaigne, 7, rue de Tretaigne, Paris (18^e). Métro Jules-Joffrin.

Les partis politiques sont invités et particulièrement le M.K.P. Nous leur assurons courtoisement la contradiction.

MOUVEMENT LIBERTAIRE FRANÇAIS

Qui soutient Franco ? Quels sont les intérêts qui maintiennent au pouvoir Franco l'assassin ? Par Paul Lapeyre : Avignon, le dimanche 7 avril, 17 heures ; Nîmes, Jeunes Libertaïres, le lundi 8 avril, à 21 heures, grande salle de conférences, Foyer Communiste ; Beaune, le mardi 9 avril, au Rialto, à 21 heures ; Albi, le 10 avril, à 6 h. 30 du soir, aux Halles.

Invitation à tous les antifascistes.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

Nouvelle adresse : 10, rue de Lancry Paris (10^e)
Nous rappelons que le Centre de formation sociale (tous les jeudis à 20 h. 30) est ouvert tous les quinze jours à tous les sympathisants et militants. Les sujets qui seront prochainement traités à cette occasion sont les suivants :

CAUSERIES. — 21 février : La morale anarchiste.
TRAVAUX PRATIQUES. — 28 février : Arc-en-ciel des partis politiques.

S.I.A.
Nous insistons auprès de tous les militants de la Fédération anarchiste pour qu'ils travaillent dans leurs sphères respectives à la création ou au développement de sections locales de la Solidarité Internationale Antifasciste.
Pour toutes demandes de précisions ou de matériel s'adresser au siège de cette organisation : S.I.A., Bourse du Travail, Place Saint-Sernin, à Toulouse (Haute-Garonne).

A propos du Congrès des Employés

Le Congrès Confédéral devant tenir ses assises au début d'avril, nous assistons depuis quelques semaines à une cascade de Congrès de Fédérations et d'unions départementales, chaque fois nous entendons non revendiquer, mais clamer à grand son de trompe l'hymne à la production et à la renaissance française. L'on se demande parfois ce que les ouvriers y viennent faire. Inutile de vous dire que ces congrès sont d'un morne et que les délégués vraiment syndicalistes sortent de ces réunions passablement ébourrés.

Le Congrès des Employés, qui s'est tenu à Vichy du 28 au 31 mars, a été, il faut le constater, un peu différent. Oh ! nous avons bien entendu quelques discours à l'emporte-pièce dont nous connaissons toutes les formules, mais l'on a assisté, dans l'ensemble, à des débats syndicalistes et revendicatifs.

Le Grand Casino où il tenait ses assises a entendu souvent résonner l'« Internationale », contraste avec les congrès où la « Marseillaise » remplace l'hymne cher à la classe ouvrière. Si des délégués belges et hollandais y étaient présents, aucun ministre n'y avait été invité, il faut le signaler et marquer ce point qui est à l'honneur des dirigeants actuels de cette Fédération qui n'est pas encore colonisée.

Son secrétaire général retraça la vie et l'action qui fut menée de 1938 à 1945 ; il signala que des 1940 la Fédération prit position contre l'occupation nazie et les Vichystes (elles n'étaient pas nombreuses à l'époque les fédérations ayant cette attitude) et qu'elle défendit le syndicalisme libre, qu'elle s'éleva contre la position prise par le C.C.N. sur le référendum. De nombreux orateurs prirent la parole pour critiquer ou approuver cette action, mais la majorité était d'accord avec son secrétaire.

Le nouveau secrétaire général des Employés de Paris (communiste bien entendu) se signala par un discours-programme comme nous en entendons si souvent dans la bouche de ces hommes qui suivent les mots d'ordre de leur parti et n'ont de syndicaliste que le nom ; il critiqua la direction de la Fédération pour sa position prise sur le référendum, indiquant que c'était faire de la politique de conseiller aux adhérents d'être libres de voter selon leur conscience, qu'il y avait des formules qui étaient périmées (entendons par là le vieux syndicalisme), etc. Il s'éleva aussi contre la distribution aux délégués des motions d'action syndicale et internationale qui seront déposées au Congrès fédéral par Lucot et Robert et qu'un délégué avait, avant l'ouverture du Congrès, déposées à la place de chaque représentant.

Certains orateurs reprirent leurs attaques contre les syndicalistes partisans de l'indépendance, comparant ceux-ci aux bélinistes, trotskystes, etc. ; ils furent assez sévèrement accueillis.

Dans sa réponse le secrétaire fédéral s'éleva avec force contre ces épithètes, il indiqua aussi que les vieilles formules avaient encore de la valeur puisque ceux-là même qui s'élevaient contre elles s'en étaient accaparés ; il fit remarquer au secrétaire de Paris qu'il ne connaissait pas l'auteur de la remise des motions Lucot, mais que chaque délégué avait le droit de faire telle propagande qu'il lui convenait ; après

ces explications, le rapport moral fut mis aux voix et voté à l'unanimité.

La bataille des tendances devait se produire sur une modification aux statuts fédéraux que la nouvelle majorité parisienne avait présentée ; celle-ci tendait à modifier l'article 34 sur la représentation des syndicats au Congrès : cette proposition tendait à donner à chacun d'eux un nombre de voix égal au nombre d'adhérents, de cette façon, les gros syndicats seraient majoritaires à chaque vote et c'en était fini des petits syndicats dont la colonisation n'était plus nécessaire (démocratie, que fait-on en ton nom ?) Mais il n'avait pas compté avec la majorité des petits syndicats de province qui s'élevèrent avec force contre cette façon de voir. Après une énergique intervention du secrétaire fédéral qui, tout en reconnaissant que des modifications au mode de représentation étaient peut-être nécessaires, et qui s'opposa à la proposition de Paris, l'on passa au vote sur la motion préalable déposée par lui ; celle-ci obtint 612 voix contre 198 (9 abstentions et 13 bulletins nuls). Les communistes étaient battus.

A partir de ce moment, le congrès était terminé. Les jours suivants, les commissions professionnelles, sur rapports, délibérèrent et vinrent rapporter à la séance qui se tint le dimanche 31. Celle-ci fut ouverte par une allocution de Jouhaux. Une motion d'orientation syndicale devait clôturer les travaux ; plusieurs syndicats avaient marqué leur accord avec la motion Lucot ; le syndicat d'Amiens l'avait prise à son compte, mais un délégué de Paris ayant déposé lui aussi une motion critiquant l'action passée de la C.G.T., une entente se fit entre eux. Mais les communistes veillaient ; ne voulant

pas recommencer l'expérience des statuts, ils rédigèrent une motion d'unité qui proclamait l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis et des gouvernements qui obtint l'adhésion du secrétaire fédéral et de la majorité, mais la minorité avait marqué un point : pour tant, elle ne s'était ni concertée ni rencontrée.

Si la majorité fédérale n'a pas voulu prendre une position nette sur l'orientation syndicale à donner à la C.G.T., qu'elle prenne garde aux risettes communistes : ceux-ci pourraient bien, un jour, la chasser de la place, et à ce moment il sera trop tard.

Pour le libertaire

Parenti, à Tarbes, 500 ; Berbaum, 20 ; Darvel, 10 ; Cochet, 25 ; Gachet, 20 ; Maseney, 104 ; Stalien Saint-Font, 100 ; Barril, 280 ; Erico, 50 ; chez Amoulet, 10 ; Baby, 30 ; Malry, 21 ; Raubaud, 44 ; Vial, 11 ; Pontier, 11 ; Cler, 12 ; Fugier, 25 ; Marcel C., 20 ; Carmen, 50 ; Belloue, 200 ; Pughonfat, 52 ; Bernard, 18 ; liste 312 José Pasato, 150 ; Salerno, 50 ; Severino, 100 ; Nouchi, 150 ; Dalernps, 50 ; Vinnig, 100 ; Puffari, 100 ; A. Nouchi, 200 ; liste 447 Beaucaille, 400 ; liste 300 Druval, 320 ; liste 445 Vauluse, 50 ; liste 297 Boucher, 100 ; Restaurant, 25 ; Jeanna, 20 ; liste 183 Layat, 25 ; liste 266 250 ; liste 498 Saint-Ouen, 444 ; Marceau Victoire, 400 ; liste 403 Saint-Chamond, 50 ; liste 499, 355 ; groupe d'Aulnay, 611 ; liste 201, 900 ; liste 213 Gorse Léon, 50 ; Bolleray Claude, 25 ; Gaillard, 50 ; Caillard, 20 ; Rivière, 20 ; Durand, 20 ; Bolleray Claude, 15 ; Desbat Marcel, 50 ; Darmagny, 25 ; Michelet, 30 ; liste 221 Lot-et-Garonne, 85 ; liste 459 Gay, 50 ; Blanchit, 10 ; Ventura, 50 ; Roche, 50 ; Berard, 30 ; X..., 50 ; Auvignie, 50 ; Chateru, 20 ; Alais Louis, 50 ; Le Clochard, 40 ; Faron, 30 ; Chaussy, 25 ; Petit, 10 ; anonyme Sirasbourg-Saint-Denis, 1.000 ; Petit à Rouen, 200.

LA REVUE "PLUS LOIN" EST PARUE

Nouvelle série. N° 1. Mars 1946.
Périodique, Littéraire, Social, Scientifique, Economique, Philosophique et Artistique de l'Anarchisme
SOMMAIRE

- | | |
|--|---------------|
| I. Introduction | LA REDACTION |
| II. Economie troublée | LORIOT |
| III. Le problème social en Egypte | DAMASHKI |
| IV. En marge des différends anglo-soviétiques | A. P. |
| V. Y a-t-il un problème de la jeunesse ? | FONTAINE |
| VI. Chant des Travailleurs (poème) | SHELLEY |
| VII. Guerre et Capitalisme | P. MINEUR |
| VIII. Où en est la Radio ? Quel est son avenir ? | M. BERNYER |
| IX. Quand Wagner était anarchiste | André VIGNIER |
| X. Liberté de mouvement | Serge NINN |
| XI. Pierre Kropotkine | M. GUENNEC |
| XII. Le Dalstroï | (Document) |

Le Numéro : 25 francs
Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et les envois de fonds, écrire à Robert Joulin, 75, rue du Poteau, Paris (18^e)
C.C.P. Paris 5288-21

ABONNEZ-VOUS ! SOUSCRIVEZ !
Pour la France : 6 numéros, 110 fr. ; 12 numéros, 220 fr.
Pour l'Etranger : 6 numéros, 130 fr. ; 12 numéros, 260 fr.

N.D.R. — Nous nous excusons auprès de nos abonnés et lecteurs du retard apporté à cette parution pour des raisons involontaires de notre part.

Le Comité de Rédaction.

La vie de la Fédération Anarchiste

RÉGION PARISIENNE

Réunion du Groupe Est tous les vendredis, à 20 h. 30, au café, 60, boulevard de Charonne, Métro Bagnolet ou Buzenval.

Permanence de Sainte-Anne : réunion tous les deuxièmes et quatrièmes mardis, à 3 h. 30, de chaque mois, au café, 97, rue du Docteur-Bauer, ancienne rue de la Chapelle-Sainte-Anne.

Groupe de Kremlin-Bicêtre. — Les militants et sympathisants de Kremlin-Bicêtre, Villejuif et Gentilly, sont informés que la permanence du groupe est ouverte tous les mercredis soirs, à 20 h. 30, chez Jean, 46 rue du Pavois, à Gentilly (Seine).

Groupe de Maisons-Alfort. — Les militants et sympathisants de Maisons-Alfort, Alfortville et Créteil se réunissent au Café du Canal, 108, avenue Jean-Jaures, à Maisons-Alfort, tous les dimanches, de 10 heures à midi.

GROUPE D'ASNIERES.
Réunion du groupe, vendredi 5 et 19 avril, Café Cullot, 154, avenue d'Argenteuil, à 20 h. 30.

Amis lecteurs du « Libertaire » : camarades sympathisants, vous êtes invités cordialement à participer à nos réunions. La vie du groupe et la propagande ont besoin de la bonne volonté de tous.

Gennevilliers. — Provisoirement, réunion mixte avec Asnières. Camarades de Gennevilliers, faites-vous connaître.

PROVINCE

Mouvement Libertaire Marseille
FEDERATION LOCALE
Avis important

A dater du mois d'avril, les causeries auront lieu : à 18 h. 30 les 1^{er} et 3^e vendredis du mois, à 20 h. 30 les 2^e et 4^e.

Militants et sympathisants sont cordialement invités.

Les réunions du bureau de la F. L. et des délégués de groupe, les 2^e et 4^e mercredis du mois à 19 heures.

Permanences les lundis et samedis, de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Ouverture prochaine d'une bibliothèque.

Lisez : « Monde Nouveau », organe régional, vous y trouverez tous les renseignements sur notre activité.

Un groupe de Jeunes Libertaïres s'est constitué à Nîmes et a déjà manifesté son activité par deux conférences sur les sujets : « Guerre ou Révolution » et « Comment la Résistance s'est laissée détrousser », qui obtinrent un grand succès à en juger par l'affluence et la sympathie compréhensive de l'auditoire. Deux autres sont prévues pour le mois d'avril.

Réunions du groupe le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois au Café de la Poste, boulevard Gambetta.

ESPERANTISTES

Le premier journal anarchiste mondial est à l'impression. *Senstano*, en esperanto est l'organe du Comité provisoire pour l'Internationale des Jeunes Anarchistes (précédemment dénommé Nigra Flago). Demandez-le de suite, le n° 6 francs. Abonnement : 60 fr. pour 10 numéros. Adressez-vous à Paul Camus, 95, rue de Longue, Dijon. C.C.P. 975-22.

Pour le service de librairie s'en référer au dernier numéro.

LISEZ, diffusez
le libertaire

CONDITIONS D'ABONNEMENTS
12 numéros, 45 francs ; 24 numéros, 90 francs.
Adressez toute demande à Louis Haas, 145, quai de Valmy, 145, Paris (10^e). C.C.P. 3585-80, Paris.

Le Gérant : Ch. DURAND.
Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.